RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

cerfa
12816*03

5003-FR

Report du nom du créancier

Destiné à l'administration étrangère

LIQUIDATION ET REMBOURSEMENT DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE SUR REDEVANCES

Annexe au formulaire n° 5000

VOUS ETES UNE PERSONNE MORALE :

Si vous pouvez bénéficier de l'exonération prévue par la directive n° 2003/49/CE du 3 juin 2003, ❾ n'oubliez pas de compléter le cadre IV

I) Désignation du débiteur français des redevances

Dénomination ou raison sociale : ……

Siège social ou de direction :……

II) Désignation précise des biens ou droits générateurs des redevances

……

……

III) A remplir par le débiteur français des revenus ❽

N'oubliez pas de compléter les cadres I, II et III du formulaire n° 5000

Montant brut des sommes à encaisser *en €*	Date de l'encaissement	Montant de l'impôt français à la source			Contrôle *(cadre réservé à l'administration)*
		Exigible en € *Col 1 X taux convention*	Payé *en €*	Dont le dégrèvement est demandé *en €*	
1	2	3	4	5	6
	TOTAUX				
	A PAYER *Col 3 – col 4*		A REMBOURSER *Col 4 – col 3*		

IV) Déclaration du créancier demandant le bénéfice de la directive n° 2003/49/CE

☐ Je déclare satisfaire aux conditions de participation prévues par la directive n° 2003/49/CE du 3 juin 2003 demande en conséquence l'exonération de retenue à la source au titre des intérêts de source française perçus ❾

……	
Date et lieu	Signature du créancier ou de son représentant légal

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

cerfa
12816*03

5003-FR

Report du nom du créancier

A conserver par le créancier

LIQUIDATION ET REMBOURSEMENT DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE SUR REDEVANCES

Annexe au formulaire n° 5000

VOUS ETES UNE PERSONNE MORALE :

Si vous pouvez bénéficier de l'exonération prévue par la directive n° 2003/49/CE du 3 juin 2003, ❾ n'oubliez pas de compléter le cadre IV

I) Désignation du débiteur français des redevances

Dénomination ou raison sociale : ……

Siège social ou de direction :……

II) Désignation précise des biens ou droits générateurs des redevances

……

……

III) A remplir par le débiteur français des revenus ❽

N'oubliez pas de compléter les cadres I, II et III du formulaire n° 5000

Montant brut des sommes à encaisser *en €*	Date de l'encaissement	Montant de l'impôt français à la source			Contrôle *(cadre réservé à l'administration)*
		Exigible en € *Col 1 X taux convention*	Payé *en €*	Dont le dégrèvement est demandé *en €*	
1	2	3	4	5	6
	TOTAUX				
	A PAYER *Col 3 – col 4*		A REMBOURSER *Col 4 – col 3*		

IV) Déclaration du créancier demandant le bénéfice de la directive n° 2003/49/CE.

☐ Je déclare satisfaire aux conditions de participation prévues par la directive n° 2003/49/CE du 3 juin 2003 demande en conséquence l'exonération de retenue à la source au titre des intérêts de source française perçus ❾

…… Date et lieu	Signature du créancier ou de son représentant légal

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

cerfa
12816*03

5003-FR

Report du nom du créancier

Destiné à l'administration française

LIQUIDATION ET REMBOURSEMENT DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE SUR REDEVANCES

Annexe au formulaire n° 5000

VOUS ETES UNE PERSONNE MORALE :

Si vous pouvez bénéficier de l'exonération prévue par la directive n° 2003/49/CE du 3 juin 2003 ❾ (art. 119 quater du CGI), n'oubliez pas de compléter le cadre III

I) Désignation du débiteur français des redevances

Dénomination ou raison sociale : ……

Siège social ou de direction :……

II) Désignation précise des biens ou droits générateurs des redevances

……

……

III) A remplir par le débiteur français des revenus ❽

N'oubliez pas de compléter les cadres I, II et III du formulaire n° 5000

Montant brut des sommes à encaisser *en €*	Date de l'encaissement	Montant de l'impôt français à la source			Contrôle *(cadre réservé à l'administration)*
		Exigible en € *Col 1 X taux convention*	Payé *en €*	Dont le dégrèvement est demandé *en €*	
1	2	3	4	5	6
	TOTAUX				
	A PAYER *Col 3 – col 4*		A REMBOURSER *Col 4 – col 3*		

IV) Déclaration du créancier demandant le bénéfice de la directive n° 2003/49/CE.

☐ Je déclare satisfaire aux conditions de participation prévues par la directive n° 2003/49/CE du 3 juin 2003 demande en conséquence l'exonération de retenue à la source au titre des intérêts de source française perçus ❾

…… Date et lieu	Signature du créancier ou de son représentant légal